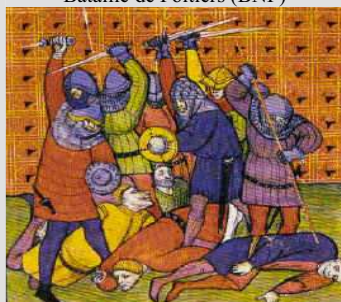


e MAG HISTOIRE et LITTÉRATURE

SOMMAIRE



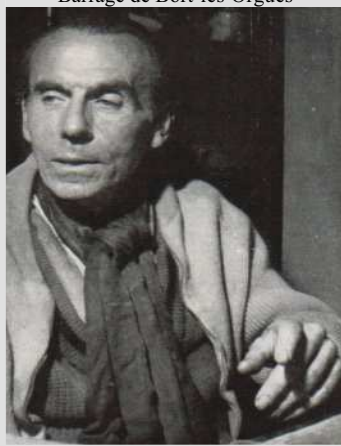
Bataille de Poitiers (BNF)



La grande jacquerie



Barrage de Bort-les-Orgues



LA BATAILLE DE POITIERS page 3

L'expansion foudroyante de la conquête arabe en Occident est définitivement brisée le 25 octobre 732 près de Poitiers.

Cet événement appartient aux mythes fondateurs de l'histoire de France mais s'agit-il véritablement d'un affrontement entre la Chrétienté et l'Islam ou d'une péripétie militaire s'articulant autour de rapports de force et de stratégies politiques plus complexes ?

LA GRANDE JACQUERIE DE 1358 page 5

La guerre de Cent Ans déchire la France. L'autorité royale est mise à mal. De nombreux seigneurs se livrent au brigandage et la paysannerie en fait les frais. C'est dans cette atmosphère de confusion et de violence qu'éclate la grande jacquerie en mai 1358. Elle embrase soudainement un territoire couvrant le sud du département actuel de l'Oise, une partie du Val d'Oise et la région de Meaux en Seine et Marne. Les flammes vont s'étendre jusqu'en Normandie et en Champagne. Les incendies de châteaux, les feux de joie puis les brasiers d'une impitoyable répression vont éclairer le ciel de Picardie et d'Île-de-France.

NATIONALISATION DE L'ELECTRICITE page 10

En 1944, à la Libération, la France doit se reconstruire. Face à la désorganisation industrielle et économique et aux dégâts provoqués par la guerre et les pillages de l'occupant, elle doit se doter d'un outil susceptible de favoriser un redressement rapide et massif de son industrie. Le besoin en énergie est immense. Les investissements à réaliser dépassent les capacités et les objectifs des investisseurs privés. La nationalisation de l'électricité et du gaz est décidée. La loi du 8 avril 1946 met un terme à une longue bataille politique.

LOUIS-FERDINAND CELINE page 12

« Voyage au bout de la nuit » publié en 1932 a fait de Louis-Ferdinand Céline l'un des plus grands écrivains français du XXe siècle. Certains ne le comparent-ils pas à un nouveau Rabelais ? Romancier au style admirable et homme aux idées détestables, il occupe, par son oeuvre et son parcours personnel une place singulière sur la planète littéraire.

EDITO

e.MAG HISTOIRE ET LITTERATURE est un magazine électronique bimestriel gratuit traitant, comme son nom l'indique, des sujets historiques et littéraires.

N'hésitez pas à m'adresser vos remarques, suggestions et critiques. Votre courrier fera l'objet d'une rubrique « courriers des lecteurs ».

Si vous souhaitez m'envoyer des articles, je me ferai un devoir et un plaisir de les publier sous votre signature. Les seules conditions à respecter étant le thème (Histoire et/ou littérature) ainsi que les dispositions légales en vigueur en France concernant la protection de l'enfance, la lutte contre toutes formes de discriminations, incitations à la violence ou à la haine raciale et la protection des droits d'auteur.

Les textes proposés devront être envoyés sous format word.

Le prochain numéro (mars-avril) sera consacré, notamment, à la révolte berbère conduite par une femme, la Kahina, au cours des premières années de la conquête arabe du Maghreb, à l'assassinat du duc Louis d'Orléans en 1407 à Paris et à l'écrivain américain James Ellroy.

Merci pour votre intérêt et votre fidélité.

Alain Mourgue

Contact : <mailto:quellehistoire.com@wanadoo.fr>

Testes d'Alain Mourgue. Les textes des articles ne sont pas libres de droits. L'usage privé est autorisé mais tout usage professionnel ou commercial est soumis à l'accord préalable du ou des auteurs.



LA BATAILLE DE POITIERS EN 732

Durant six jours les Arabo-berbères conduits par **Abd-el-Rahman** et les Francs dirigés par **Charles Martel** sont face à face à Moussais au nord de Poitiers. Les adversaires se livrent à des escarmouches mais ne semblent pas pressés de s'affronter. Le chef Franc fait tout pour éviter le choc. Il encourage même le pillage aux alentours ! Le 25 octobre 732, premier jour du mois de Ramadan, les cavaliers Arabes s'élancent. La cavalerie arabe, légère et très mobile, a fait merveille jusqu'alors mais ce jour-là rien ne se passe comme d'habitude. Les assauts se brisent sur les lignes adverses. Les Francs lourdement armés et remarquablement disciplinés résistent. Les attaques sont désordonnées et ne parviennent pas à rompre les rangs des hommes de Charles Martel et du duc Eudes. Abd-el-Rahman est tué au cours du combat.

Démoralisés, les assaillants plient bagage durant la nuit suivante et se retirent en direction du sud. Ils abandonnent le site qu'ils baptisent « le champ des martyres ». Les Francs sont vainqueurs. En dépit d'ultimes tentatives ultérieures en vallée du Rhône, l'expansion foudroyante des conquérants Arabes en Occident est définitivement brisée.

Cet événement appartient aux mythes fondateurs de l'histoire de France mais s'agit-il véritablement d'un affrontement entre la Chrétienté et l'Islam ou d'une péripétie militaire s'articulant autour de rapports de force et de stratégies politiques plus complexes ? Pour tenter d'apporter une réponse à cette question, il convient de s'intéresser au contexte géopolitique et religieux de l'époque et de s'interroger sur la nature et les objectifs des adversaires.

Tout d'abord, qui étaient les Arabo-berbères qui ont atteint Poitiers ?

Une soixantaine d'années plus tôt, en 670 exactement, les conquérants Arabes pénètrent en Ifriqiya, l'actuelle Tunisie, et fondent le camp

militaire - le misr - de Kairouan. Leur progression vers l'Ouest est rapide malgré l'opposition des tribus Berbères. Le contrôle politique et militaire de l'Afrique du Nord est incertain et précaire mais la force du message coranique et la simplicité rituelle de l'Islam séduisent rapidement les autochtones qui se convertissent en nombre. De plus, les conquérants ne cherchent nullement à imposer leur foi. La conquête du Maghreb est partiellement achevée en 698. Désormais les Arabes auxquels se joignent de nombreux combattants Berbères sont aux portes de l'Europe du sud.

De l'autre côté du détroit qui ne s'appelle pas encore Gibraltar, les Wisigoths règnent. Après avoir été chassés par Clovis du royaume aquitain qu'ils avaient fondés autour de leur capitale Toulouse, ils se sont repliés en Espagne qu'ils ont convertit au christianisme... Mais pas n'importe quel christianisme ! Les Wisigoths sont des chrétiens « ariens » c'est-à-dire disciples du dogme chrétien édicté en 320 par Arius, Patriarche d'Alexandrie. L'adhésion des Wisigoths à l'arianisme n'est pas sans conséquence sur leurs rapports conflictuels avec les Francs au Nord et jouera incontestablement un rôle particulier dans leurs relations avec les Musulmans.

Sans entrer trop avant dans les arcanes des disputes théologiques, rappelons en quelques mots les grands principes de l'arianisme et les points fondamentaux de désaccord avec la religion officielle de l'empire romain, le catholicisme, auquel s'est convertit plus tard le roi des Francs, Clovis :

Durant les premiers siècles qui suivent la mort du Christ, les débats théologiques sont intenses au sein des communautés chrétiennes. Des questions telles que la nature divine ou humaine de Jésus sont au centre de controverses passionnées qui mettent en péril l'unité des Chrétiens, l'autorité de l'Etat et la cohésion de l'empire.

Or, vers 320, un prêtre d'Alexandrie nommé Arius se met à prêcher une doctrine hétérodoxe. Il professe que Jésus-Christ et le Saint Esprit sont subordonnés à leur créateur, Dieu le Père. Selon Arius, Jésus est né homme et ne deviendra véritablement Fils de Dieu qu'au jour de sa résurrection.

Il met ainsi en cause l'un des fondements de la religion chrétienne, c'est-à-dire l'union indissociable des trois personnes en une seule au sein de la Sainte Trinité : le Père, le Fils et le Saint Esprit. Sa doctrine repose sur l'idée qu'il n'existe qu'un seul Dieu auquel ne peuvent être associées d'autres personnes, encore que le statut de Jésus et du Saint Esprit puisse les placer au rang de divinités secondaires. Bref, du point de vue du dogme officiel, Arius fait figure d'hérétique.

Le 20 mai 325, l'empereur Constantin réunit à Nicée le premier concile oecuménique de l'Histoire. Le concile rejette l'arianisme mais la défaite d'Arius, ou plutôt de sa doctrine n'est

pas définitive. Constantin lui-même se fera baptiser par l'évêque arien Eusèbe de Nicomédie sur son lit de mort, en 337.

Ses successeurs Constance et Valens se rallient à la doctrine d'Arius de même que la plupart des Barbares implantés dans l'empire romain.

L'arianisme des Wisigoths n'est donc pas si éloigné, du moins sur certains aspects, du dogme musulman qui se fonde notamment sur l'unicité divine et qui reconnaît en Jésus son humanité et sa qualité de prophète mais lui dénie celle de Fils de Dieu. Le concept de trinité divine est considéré par l'islam comme une manifestation de polythéisme.

Cette proximité dogmatique entre arianisme et islam va, à l'évidence, réduire les causes d'affrontements fondés sur des motifs strictement religieux entre Arabo-Berbères et Wisigoths.

A l'inverse de cette situation, une des raisons – mais pas la seule ! - de l'adversité qui opposa les Wisigoths du royaume de Toulouse aux Francs de Clovis est la querelle religieuse toujours vive entre les tenants de la religion officielle, le catholicisme, et les Ariens.

On voit, d'ores et déjà, que la Chrétienté est divisée sur des questions dogmatiques fondamentales et que, par conséquent, le critère religieux n'est pas suffisant pour distinguer clairement les futurs adversaires de Poitiers.

Outre les querelles religieuses, les futurs protagonistes sont également divisés pour des raisons politiques et de rivalités personnelles. Ceci est vrai pour le camp chrétien comme pour celui des Musulmans.

En 711, ces derniers lorgnent du côté de la péninsule espagnole qui pourrait devenir leur prochain espace ouvert à la conquête et au butin. Ils n'attendent que le moment propice. L'occasion de passer le détroit leur est offerte par un roi Wisigoth détrôné qui fait appel à eux pour récupérer son trône. Le 11 juillet 711, le chef Berbère Tarik ibn Ziyad pose le pied sur le rocher qui portera son nom (Jebel Tarik, Gibraltar). La conquête musulmane de l'Espagne commence. Les rivalités entre les divers royaumes wisigoths facilitent la tâche des conquérants. Le pays est conquis en cinq ans. Comme en Afrique du Nord, il y a de nombreuses conversions. Les conquérants atteignent les Pyrénées et se préparent à les franchir en vue d'effectuer des raids. Des combattants chrétiens autochtones se joignent aux Arabo-Berbères par goût de la guerre, appât du butin et probablement par esprit de revanche à l'égard des Francs qui occupent désormais l'Aquitaine. La Septimanie wisigothe (le Languedoc) est envahie et occupée par les nouveaux arrivants qui placent à sa tête un gouverneur. Narbonne est prise en 719. Ils se répandent en Provence jusqu'aux Alpes.

En 721, les conquérants sont arrêtés dans leur progression vers le nord à Toulouse par Eudes, duc d'Aquitaine. Vainqueur, ce dernier veut prévenir de nouvelles attaques. Pour cela, il s'allie au gouverneur berbère de la Septimanie, Munuza, qui est en révolte contre ses

coreligionnaires d'Espagne. Dénué de tout préjugé religieux, Eudes lui donne sa fille en mariage. Soulignons qu'il ne faut pas confondre le duc d'Aquitaine avec le comte Eudes de Paris qui sera élu premier roi de France cent trente six ans plus tard.

En 725, Carcassonne tombe aux mains des Musulmans.

Malheureusement pour Eudes, son gendre Munuza est tué en affrontant le gouverneur d'Espagne Abd el-Rahman. Celui-ci, dans la foulée, lance une expédition punitive contre les Aquitains.

A la tête de ses troupes, composées d'Arabes ainsi que de Berbères fraîchement convertis à l'islam, Abd el-Rahman projette de remonter jusqu'au sanctuaire de Saint-Martin de Tours. Il a l'intention de s'en approprier les richesses avant de repasser en Espagne. Face à la menace, Eudes appelle à son secours les Francs du nord de la Loire. Leur chef accourt. Charles Martel est issu d'une puissante famille franque d'Austrasie (l'actuelle Lorraine). Il exerce les fonctions de Maire du Palais à la cour du roi mérovingien. Fils de Pépin de Herstal et de sa concubine Alpaïde, Charles est un homme rompu aux complots et aux combats. Il caresse l'ambition d'étendre et d'unifier le royaume franc.

Eudes a besoin de son appui mais redoute en même temps et à juste titre de faire « entrer le loup dans la bergerie ». Il craint que son redoutable allié ne saisisse l'occasion pour franchir la Loire et étendre sa domination en Aquitaine. Face à la menace Arabo-Berbère au sud et à une alliance périlleuse avec le Maire du Palais, Eudes doit choisir. Il accepte de joindre son armée aux troupes qui viennent du Nord afin de faire face à la menace musulmane. En fait, les Musulmans ne semblent pas avoir pour objectif d'envahir et d'occuper les vastes territoires Aquitains dont ils auraient certainement le plus grand mal à assurer durablement le contrôle. Les Arabo-Berbères et leurs alliés chrétiens semblent davantage intéressés par des raids militaires au cours desquels ils pillent et récupèrent le butin nécessaire à leur financement dès lors que leurs règles leur interdisent de pratiquer la razzia en terre musulmane.

Désormais les dés sont jetés. Les armées de Charles Martel et du duc Eudes font leur jonction près de Poitiers et attendent les troupes Arabes. Nous connaissons la suite.

A l'issue de sa victoire, Charles décide de profiter de l'affaiblissement de son allié. Prétendant la nécessité de poursuivre les vaincus, il prend la direction du Midi. Il s'empare des évêchés de la Loire puis descend en Aquitaine qu'il pille et saccage méticuleusement, provoquant ainsi des dégâts plus considérables que n'en avaient commis les guerriers Arabes. Eudes meurt en 735.

Moyennant un serment de fidélité à Charles Martel, son fils Hunaud lui succède.



La grande Jacquerie de 1358

Au printemps de 1358, alors que la guerre de Cent Ans déchire la France, éclate en Beauvaisis une violente révolte paysanne. Depuis la lamentable défaite de Jean le Bon à Maupertuis, près de Poitiers, le 19 septembre 1356, la population a le sentiment que noblesse ne joue plus son rôle de protection à son égard. Certains seigneurs se muent en véritables brigands et mettent en coupe réglée leurs propres gens. Les paysans, les « Jacques », ne supportent plus d'être la proie permanente de ces exactions. A Paris, la défaillance du pouvoir monarchique et les difficultés financières ouvrent la voie aux revendications de la bourgeoisie mécontente de la pression fiscale causée par une guerre où la noblesse française ne s'illustre guère par son courage. De nombreux chevaliers n'ont-ils pas abandonné leur souverain sur le champ de bataille malgré leur supériorité numérique face aux Anglais ? La piteuse déroute s'est soldée par la captivité du roi conduit à Londres en attendant le versement d'une énorme rançon. Son fils aîné, **Charles duc de Normandie et Dauphin de Viennois**, est âgé de dix huit ans. Il assume l'intérim du pouvoir. En octobre 1356, il convoque les Etats Généraux afin de régler les questions de gouvernement et de sécurité du royaume. En clair, il faut lever de nouveaux impôts pour payer la rançon du roi et préparer la reprise des campagnes militaires contre les Anglais. C'est l'occasion pour les bourgeois de Paris conduits par **Etienne Marcel**, prévôt des marchands, appuyé par Robert le Coq, évêque de Laon, de se lancer dans un véritable procès à l'encontre des conseillers du roi et du jeune Dauphin. Les contestataires font échouer le projet de réforme monétaire présenté par Charles et tentent de lui imposer la grande ordonnance de 1357 qui prévoit le contrôle des subsides par les Etats Généraux, la désignation

d'un conseil adjoint au Dauphin et le renvoi des conseillers de Jean le Bon. C'est l'amorce d'un véritable processus révolutionnaire plaçant la monarchie sous contrôle « populaire ». De plus, l'évêque de Laon réclame la libération immédiate de **Charles de Navarre, dit « le Mauvais »**, beau-frère et adversaire politique du Dauphin. Ses multiples intrigues l'ont conduit en prison. Sa libération intervient à la fin de 1357, à un moment où la tension entre les factions est à son comble. Le Dauphin résiste à la pression populaire et veut reprendre en main le pouvoir. Le 22 février 1358, Etienne Marcel déclenche l'insurrection. L'hôtel Saint-Pol, où réside le Dauphin, est envahi par les insurgés qui assassinent deux conseillers royaux. Le Dauphin ne doit la vie sauve, semble-t-il, qu'à son adversaire qui le coiffe du chaperon aux couleurs de la ville révoltée. Soutenu par la population parisienne, Etienne Marcel est introduit au Conseil du roi en mars et prend en charge la défense de Paris. Il donne à ses partisans un signe de ralliement : Le chaperon rouge et bleu. Le Dauphin est contraint de promulguer la grande ordonnance modifiant en profondeur l'organisation administrative du gouvernement et l'exercice du pouvoir. La confrontation est de plus en plus violente entre le Dauphin et le prévôt des marchands qui pense pouvoir s'appuyer, le cas échéant, sur les troupes de Charles de Navarre qui, de son côté considère la bourgeoisie parisienne comme une simple alliée objective et circonstancielle dans sa lutte qui l'oppose au trône. Face à ses adversaires, le Dauphin juge plus prudent de s'enfuir de la capitale dont il organise le blocus tout en convoquant de nouveaux Etats Généraux à Compiègne. C'est dans ce contexte de grande confusion que la révolte embrase soudainement un territoire qui couvre le sud du département actuel de l'Oise, une partie du Val d'Oise et la région de Meaux en Seine et Marne. Les flammes vont s'étendre jusqu'en Normandie et en Champagne. Les incendies de châteaux, les feux de joie puis les brasiers d'une impitoyable répression vont éclairer le ciel de Picardie et d'Île-de-France. Le 14 mai 1358, le Dauphin Charles prend l'ordonnance dite du Vermandois en vue de renforcer les forteresses qui bordent l'Oise, la Seine et la Marne. Son objectif est d'affamer Paris en bloquant le ravitaillement qui lui arrive par les trois cours d'eau. Les effets du blocus économique de la capitale accroissent les difficultés quotidiennes d'une paysannerie confrontée depuis plusieurs années à une lente érosion de ses revenus. Les agents d'Étienne Marcel attisent leur colère en laissant entendre que les dispositions militaires du Dauphin visent à mieux les réprimer. Le lundi 28 mai 1358, Une troupe de cavaliers et de soldats à pied s'approche de Saint-Leu-d'Esserent dans l'intention manifeste de procéder à des réquisitions. Le village est situé sur l'une des routes du pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle. Elle est sillonnée de

pèlerins, de mendiants, de marchands, de soldats et de routiers. Ces derniers sont des hommes d'armes démobilisés à l'occasion de chaque trêve. Privés de soldes, leurs moyens de subsistance reposent sur le pillage. Cette fois-ci, les habitants du lieu sont décidés à défendre leurs familles et leurs biens. Des hommes sont jetés à terre au cours d'une première bousculade. Dans les rangs des paysans, il y a plusieurs tués et blessés. Après un instant de flottement, ils se regroupent et ripostent. Le nombre et la détermination jouent en leur faveur. Pour la première fois, ils ont le dessus. Quatre chevaliers et cinq écuyers gisent à terre, mortellement touchés.

Les villages voisins apprennent vite la nouvelle. Les paysans s'attendent à des représailles et décident de prendre les devants. Désormais, ils ont l'initiative. La colère longtemps contenue éclate avec une incroyable brutalité. Les groupes villageois se rejoignent et forment rapidement une troupe nombreuse mais sans chef et sans objectif précis si ce n'est celui d'attaquer les châteaux, symboles d'injustice et d'oppression.

Nombre d'entre eux sont en piteux état. La situation économique et les guerres incessantes ont appauvri beaucoup de petits seigneurs qui n'ont plus les moyens de relever les murailles qui menacent ruine ni d'entretenir de coûteuses garnisons. En général, la plupart des demeures fortifiées ne sont gardées que par une poignée d'hommes. De plus, les manifestations de colère de paysans mal armés et considérés par la noblesse comme des couards ne justifient pas des mesures particulières de protection. Cette négligence va coûter cher à leurs auteurs. Le château de Précý est attaqué. Les insurgés envahissent la demeure et tuent ses occupants, s'emparent des armes et des vêtements avant de mettre le feu. Le fort de Cramoisy est également pris. Le même scénario se reproduit à Blaincourt. A chaque fois, le seigneur, sa femme et ses enfants sont tués. Plusieurs chroniqueurs insistent sur l'aspect particulièrement odieux de ces assassinats en soulignant le caractère bestial des insurgés qui n'hésitent pas à torturer, à violer et même à recourir, en quelques occasions, au cannibalisme ! Il faut prendre avec précaution ces « témoignages » a posteriori car ils traduisent souvent la volonté de nier toute humanité aux « Jacques » et justifient la sanglante répression qui suivit. Il est, cependant, vraisemblable que la Jacquerie s'accompagne d'exactions d'une grande cruauté. Certaines sources, telles des lettres de rémission établies après les troubles, attestent que des insurgés ont, ça et là, embroché et rôti leurs victimes. Cette bouffée de fureur est également ponctuée de moments festifs. La prise d'un château ou d'une gentilhommière est parfois suivie de feux de joie autour desquels hommes et femmes dansent après avoir revêtu les habits des nobles qui viennent d'être tués. La révolte prend rapidement de l'ampleur. Après

Montmorency, elle gagne en quelques jours Le Tremblay, Longjumeau et Arpajon.

Très vite, le besoin de désigner des chefs chargés d'encadrer et de conduire l'armée paysanne se fait sentir. Le choix se porte sur ceux qui possèdent les qualités indispensables : L'expérience du maniement des armes et un rudiment de connaissances de l'art de la guerre. Les yeux se tournent vers les quelques nobles, clercs et anciens soldats qui ont rallié, de gré ou de force, la rébellion.

L'inévitable indiscipline de gens dont le métier n'est pas de faire la guerre, l'extension quelque peu anarchique du soulèvement et l'absence de tout objectif politique clair en font réfléchir plus d'un. Peu d'individus se portent volontaires pour diriger cette armée, forte de plusieurs milliers d'hommes. Les Jacques forcent donc les vocations. Convaincus de la justesse du combat mais certainement persuadés de l'issue tragique, les futurs capitaines acceptent leur périlleuse promotion sous la menace des pires supplices.

Parmi eux, **Guillaume Calle**, originaire du village de Mello, va se distinguer. Ancien soldat, il correspond au profil du chef que les insurgés veulent se donner. Après un premier refus, il consent à devenir le « capitaine général » de la Jacquerie.

L'Hospitalier, un ancien moine qui, lui aussi a fait la guerre, le rejoint.

A Montmorency, Jacquin de Chennevières est « élu » chef malgré son refus et avec l'accord contraint du prévôt royal du lieu. D'autres « capitaines » sont désignés tels Simon Doublet, Jean Oursel, Gilles Le Putois et bien d'autres. Guillaume Calle semble avoir une relative conscience politique de l'événement sans pour autant être en mesure d'élaborer l'ébauche d'un programme. Il prend contact avec Robert le Coq, un des meneurs de l'émeute parisienne. Il cherche un appui militaire et politique des Parisiens, alliés au roi de Navarre. Quant à Etienne Marcel, il désire s'appuyer tactiquement sur la force des Jacques afin de faire pression sur le Régent qui s'apprête à récupérer sa capitale.

Guillaume Calle répugne probablement à certains excès de violence commis par des bandes incontrôlées qui sillonnent et terrorisent de petits terroirs isolés et dispersés en Normandie, en Champagne, en Picardie et jusqu'aux confins de la Beauce. Comme à chaque occasion de troubles, des marginaux se joignent aux insurgés. De nombreux mendiants et criminels en tous genres sillonnent les routes du royaume et se mêlent aux assauts et aux pillages.

Le chef des Jacques sait que le combat qu'on lui demande de mener n'a rien d'un tournoi entre gentilshommes.

C'est une lutte où tous les mauvais coups sont permis car les insurgés n'ont à espérer aucune pitié de la caste nobiliaire. Il ne peut être question ni de rançon, ni de procès, ni même de captivité. Un prisonnier n'a de valeur que s'il

peut être racheté ou si sa condition de noble interdit son exécution pure et simple. Outre l'Hospitalier, Calle appelle auprès de lui Guillaume l'Aloue, Jean Rose, Arnoul Guenelon et Etienne du Wes, formant ainsi un semblant d'état-major. D'autres, comme Germain de Réveillon, Hue de Sailleville, Jean Flageolet et Gilles le Hageuz sont élus capitaines dans divers villages soulevés. Certains chefs locaux sont assistés de lieutenants, élus comme eux. Guillaume Calle parvient, non sans mal, à coordonner les actions de ces groupes pour tenter d'en faire une véritable coalition organisée.

Des chroniqueurs comparent le soulèvement à une maladie, une nouvelle peste, qui se répand par contamination. A Beauvais, Senlis et Meaux, les bourgeois pactisent avec les Jacques et leur fournissent armes et vivres. Près de quatre vingt châteaux seront détruits. Parfois, les titres seigneuriaux et lettres de fiefs et d'héritage sont détruits. Les armes saisies renforcent l'arsenal des émeutiers dont le nombre s'élève à dix mille, peut-être davantage. Le chiffre de cent mille a été cité mais paraît peu crédible, sinon pour justifier a posteriori la terreur et la fuite des chevaliers devant de simples manants. Pendant des jours, c'est l'horreur. Le sang coule abondamment et sans discernement. Des témoins pourtant portés à une certaine sympathie à l'égard des émeutiers sont massacrés avec une cruauté gratuite. Jean de Venette, prieur de l'ordre des Carmes, auteur d'une chronique des rois de France, écrit :

« Ils tuaient, massacraient et supprimaient tous les nobles qu'ils pouvaient trouver, et même leurs propres seigneurs. Non contents de cela, ils mettaient à terre les maisons et les forteresses des nobles. Ce qui est plus lamentables encore, ils tuaient les femmes nobles et les petits enfants qu'ils trouvaient. »

Toute la région formant un arc allant du Vexin jusqu'aux frontières de la Champagne est à feu et à sang. Paris tient tête au Dauphin. Une précaire alliance de circonstance s'ébauche entre la Jacquerie et la bourgeoisie parisienne alliée, pour un temps, au roi de Navarre, Charles le Mauvais.

Pendant que les milices bourgeoises renforcent les lignes de défense de la capitale, les Jacques poursuivent leurs attaques de châteaux. Des colonnes d'hommes en armes sillonnent les chemins. L'insécurité est à son comble.

A Gaillefontaine, en Normandie, la comtesse de Valois fait mine de sympathiser avec les insurgés et leur procure des vivres. Cette complicité lui sera sérieusement reprochée par la noblesse à l'issue de la révolte.

Le premier jour de juin, l'armée paysanne attaque Compiègne et exige la remise des nobles qui y sont réfugiés. Les bourgeois refusent et se portent garant de leur vie. Les Jacques se retirent et attaquent le château du Plaiissy, défendu par Mathieu de Roye, où se

sont également retranchés de nombreux nobles de la région. A la nouvelle de la menace, Raoul de Coucy et plusieurs chevaliers viennent à la rescousse des assiégés et mettent en déroute les assaillants qui se replient en direction du plateau de Mello.

Dans le même temps, Etienne Marcel monte quelques opérations autour de Paris, manière de montrer sa force. Les fortifications de Palaiseau et de Chevreuse sont attaquées. Quelques artisans se joignent aux Jacques pour aller à Gonesse. Ils sont déterminés à raser le manoir que possède Pierre d'Orgemont, l'un des présidents du Parlement destitués en 1357. D'autres mettent à sac les luxueuses résidences de campagne de l'ancien premier président du parlement Simon de Bucy, à Vaugirard, à Issy et à Viroflay.

Le prévôt des marchands va encore plus loin en chargeant l'un de ses fidèles, Jean Vaillant, prévôt des monnaies, d'aller au secours des Jacques à la tête d'une troupe de 300 hommes. La jonction avec Guillaume Calle a lieu le 6 juin près d'Ermenonville. Ensemble, ils attaquent le château défendu par le sieur de Lorris. Effrayé, ce dernier se rallie à la cause des rebelles et sauve ainsi sa vie et celle de sa famille. Les vainqueurs se contentent de lui dérober ses biens.

Faisant fi de l'accord conclu entre ses alliés Parisiens et les Jacques, Charles de Navarre décide d'en finir avec la révolte. Il réunit à Longueville près de 400 lances et marche à la rencontre du gros de l'armée paysanne. Le sire de Piqueigny et le vicomte des Kesnes prennent chacun le commandement d'une troupe navarraise. Robert Sercot dirige les Anglais ralliés au roi de Navarre. De nombreux seigneurs de la région sont de l'expédition.

Le jeudi 7 juin, à la nouvelle du mouvement de troupes du Navarrais, Guillaume Calle s'empresse d'abandonner le château d'Ermenonville et de courir à l'aide de ses compagnons. Jean Vaillant refuse de se battre contre le roi de Navarre qui est encore l'allié des milices bourgeoises de Paris.

Calle et les siens rejoignent le gros de l'armée paysanne entre Nointel et Mello. Durant toute la soirée et une partie de la nuit, assisté de l'Hospitalier et d'autres chefs, le capitaine général fait mettre en ordre de bataille ses troupes qu'il divise en deux corps d'infanterie de deux à trois mille combattants chacun. Six cents hommes à cheval constituent un troisième bataillon. Il fait installer un front de chariots à l'abri desquels se placent des archers et des arbalétriers. L'armée des Jacques est impressionnante avec ses sept mille hommes mais Calle sait que la partie sera rude face à des soldats de métier disciplinés et bien équipés.

A l'aube du 8 juin, la présence de l'armée anglo-navarraise est annoncée par des guetteurs. Les cloches sonnent le tocsin

Guillaume envoie des émissaires au-devant de l'ennemi pour proposer une entrevue. Charles le

Mauvais les reçoit et déclare accepter l'offre de négociation. Il invite Guillaume Calle à venir parlementer. Celui-ci, par manque d'expérience ou plus probablement par absence de méfiance à l'égard d'un grand seigneur qui ne saurait déroger aux règles de la chevalerie, néglige de réclamer, comme c'est l'usage en de telles circonstances, qu'on lui livre en garantie des otages pendant le temps des discussions. Il se rend auprès de Charles de Navarre, seulement accompagné de quelques proches.

Sitôt parvenu aux abords du camp, Calle et ses compagnons sont capturés et conduits sous forte escorte jusqu'à Clermont en Beauvaisis. Le Navarrais estime que le code de la chevalerie ne s'applique pas aux vilains. Tous les moyens sont donc bons pour s'en défaire et il n'a pas hésité à tendre un piège à son ennemi. L'armée des Jacques va devoir affronter, le lendemain, un ennemi galvanisé par la capture peu glorieuse mais importante du chef de la Grande Jacquerie.

Le 9 juin, deux batailles décisives se livrent. Celle de **Nointel** où sept mille paysans, désormais sans général, subissent l'assaut de deux à trois mille soldats du Navarrais et la bataille de **Meaux** qui met aux prises les milices bourgeoises appuyées par des Jacques qui attaquent les nobles chargés de la protection de la femme du Dauphin.

A Nointel, le combat s'engage au petit matin. Les arcs se tendent. Les flèches et les carreaux d'arbalète s'entrecroisent et s'abattent en pluie meurtrière sur les deux camps. Démunis de boucliers et de cottes de maille, malgré l'abri qu'offrent les charrettes, les paysans sont touchés en grand nombre par les traits. Les hommes à pied courent à la rencontre les uns des autres. Ceux qui trébuchent sont piétinés. Les armes s'entrechoquent, serpes et couteaux contre épées. Les cris des blessés se mêlent aux ordres, aux injures et aux encouragements. Contrairement aux espoirs de Charles de Navarre, les Jacques ne se débandent pas sous l'effet de la peur. Ils résistent admirablement. Alors, n'hésitant pas à bousculer ses propres fantassins, Robert Sercot lance les chevaliers Anglais et enfonce le flanc d'un des deux bataillons des Jacques. Le choc est violent. Face aux armes hétéroclites des paysans, les lourdes épées à double tranchant, les haches et les masses d'armes font des ravages. Les lances empalent les combattants. Les têtes et les membres volent. Les corps mutilés jonchent le sol. Les cris des blessés piétinés par les chevaux sont couverts par les cris de guerre lancés par les nobles bien décidés à écraser tous ces gueux qui les ont fait trembler pendant deux semaines. Le second bataillon de fantassins des paysans est assailli par la cavalerie navarraise. Les hommes tombent comme blé fauché. D'Aubegny, Mathieu de Roye, Hue de Chasteillon et bien d'autres seigneurs et barons frappent à grands coups de glaive la foule des insurgés qui tentent de

trancher les jarrets ou d'éventrer les montures lourdement caparaçonnées afin de mettre à bas les chevaliers. Une centaine de soldats et de nobles sont tués, plusieurs centaines d'entre eux sont blessés. L'affrontement est loin d'être une simple partie de chasse comme Charles de Navarre le pensait la veille au soir. Son « gibier » résiste et ne se défile pas. Cependant, malgré leur supériorité numérique, les Jacques ne parviennent pas à contenir la puissance des charges de la chevalerie qui les bouscule et les piétine. Le combat est inégal. L'Hospitalier et l'Aloue sont tués. Les insurgés à cheval reculent puis rompent le combat. Ils quittent le champ de bataille, poursuivis par les cavaliers navarrais sous la conduite des seigneurs Friquet de Friquans et Regnault de Braquemont qui parviennent à tuer une centaine de fuyards. C'est la fin. Les insurgés blessés sont achevés. Ceux qui tentent de fuir à pied sont vite rattrapés et tués. Ordre a été donné de ne faire aucun prisonnier.

En cette même journée, les milices bourgeoises commandées par Pierre Gile, assistées de quelques centaines de Jacques se sont joints aux habitants de Meaux dont le mécontentement est à son comble. Ils se sont soulevés depuis quelques jours et assiègent le marché fortifié à l'abri duquel résiste la garnison des nobles chargés de protéger la Dauphine et sa suite que son jeune époux a fait mettre à l'abri pendant ses préparatifs de guerre contre Paris.

Pour Etienne Marcel, le contrôle de Meaux et la capture de la Dauphine sont un enjeu capital dans sa lutte qui l'oppose au futur Charles V. Si ses milices parviennent à s'emparer de la forteresse, le verrou royal sur la Marne saute. Sur la rive gauche, la garnison du marché vient d'être confortée par les renforts placés sous les ordres du comte de Foix et du captal de Buch, Jean de Grailly, deux grands seigneurs du parti navarrais.

Les bourgeois lancent l'assaut et s'emparent du pont qui mènent sur la rive gauche. Brusquement, les portes du marché s'ouvrent. La chevalerie charge à la grande surprise des assaillants qui sont bousculés. La cohue est indescriptible. Les chevaux renversent, piétinent les bourgeois et les paysans qui refluent en désordre dans les rues étroites de la cité. C'est le sauve-qui-peut. La peur laisse les portes closes. Les émeutiers n'ont pas d'issue pour s'enfuir. Ils sont massacrés. Des centaines de blessés et de cadavres sont jetés à la Marne. Victorieux, les nobles se vengent sans ménagement. Ils pendent le maire et mettent à sac la ville. Les logis sont investis, pillés et incendiés. La cité va brûler pendant deux semaines.

Le soir du 9 juin, la rébellion paysanne est écrasée et les bourgeois de Meaux durement châtiés. Charles le Mauvais savoure son triomphe. En une journée il s'est affirmé comme garant de l'ordre féodal, champion de la noblesse, protecteur de la femme de son ennemi

sans cesser d'être l'allié des bourgeois de Paris et des Anglais !

Il entre à Clermont en Beauvaisis en vainqueur. La victoire ne le rend pas magnanime. Sitôt arrivé, il donne l'ordre de préparer pour le lendemain matin l'exécution de Guillaume Calle qui a osé se dresser contre l'ordre établi et a cru pouvoir négocier d'égal à égal avec lui, Charles, roi de Navarre !

A l'aube du dimanche 10 juin, Guillaume est tiré de son cachot et conduit sur le lieu de son supplice. Par dérision et ultime cruauté, on pose sur le front du condamné un trépied chauffé à blanc pour couronner celui que Charles de Navarre traite de « roi des Jacques ». Quelques secondes plus tard, la hache du bourreau s'abat et tranche le col de celui qui a fait trembler la noblesse durant deux semaines.

La Grande Jacquerie a cessé d'être. Les rescapés se dépêchent de regagner leurs chaumières et tentent de se faire oublier. Mais la frayeur des nobles a été telle que la répression est féroce.

Dès le lendemain de l'exécution de Guillaume Calle, Charles de Navarre se met en route pour la chasse aux manants en Normandie. Les paysans sont alors considérés comme des bêtes sauvages et malfaisantes. La haine et l'exaltation de la chasse se combinent en un mélange redoutable dans l'esprit de la noblesse revancharde.

En chemin, le roi de Navarre, accompagné des seigneurs Baudrain de la Heuse, Guillaume Martel, Jehan Sonnain, Jehan le Bigot et le bailli de Caux, tombe sur une bande d'environ un millier de Jacques en déroute qui regagnent leurs chaumières. Les paysans sont anéantis avant d'avoir eu le temps de se défendre ou de fuir.

Plus loin, plusieurs centaines de paysans réfugiés dans un monastère sont massacrés. La troupe se dirige ensuite vers Longueville puis Gaillefontaine pour demander des comptes à la comtesse de Valois. Là, les soldats trouvent plusieurs centaines de Jacques qui y sont réfugiés. Aucun n'est épargné. Madame de Valois a bien du mal à se défaire des accusations de complicité avec les insurgés.

Meaux est en feu. La cathédrale et quelques demeures appartenant au clergé échappent aux flammes. Plusieurs milliers de paysans sont massacrés et des villages sont incendiés en guise de punition. Les chefs des révoltés sont impitoyablement torturés et exécutés sans procès. Les troupes galopent furieusement au milieu des blés mûrs, détruisant tout.

Le comportement des nobles est tel que le chroniqueur Jean de Venette écrit :

« Vrai, nos ennemis mortels les Anglais n'auraient pas fait ce que firent les nobles de chez nous. »

Les champs sont ravagés et les récoltes détruites, promettant ainsi un hiver redoutable pour tous les paysans mais compromettant également l'approvisionnement des armées et

des villes pour plusieurs mois. Les vols, les viols et les incendies s'enchaînent à une cadence infernale. Tentant de justifier ces massacres aveugles, le chroniqueur Jean Froissart, explique que les nobles n'avaient pas le temps de mener des enquêtes pour savoir qui était coupable et qui était innocent !

Les historiens, se fondant sur diverses sources, s'accordent pour juger vraisemblable le nombre de vingt mille morts attribués aux troupes chargées de la répression.



La bataille de Meaux (BNF)

LA NATIONALISATION DE L'ELECTRICITE EN FRANCE

Le 15 mars 1944, les organisations combattant pour la libération de la France se réunissent au sein du Conseil National de la Résistance (CNR) afin d'élaborer un programme politique dont l'objectif est la restauration de la République et la mise en place d'institutions garantissant une véritable démocratie économique et sociale avec, en toile de fond, la nécessité de relancer la machine industrielle le plus rapidement possible.

Paris est libérée en août et le gouvernement constitué à Alger dès le mois de juin s'installe dans la capitale en septembre, se réorganise et se met au travail. Le redressement rapide du pays est nécessaire face à l'ampleur des dégâts, des pénuries et également pour participer à l'effort de guerre afin de hâter la victoire sur le régime nazi.

Relancer la production suppose de disposer de l'énergie indispensable : Charbon, gaz et surtout électricité. Rétablir les infrastructures de production, de transport et de distribution implique un effort de coordination et d'investissements massifs, sans précédent. Les objectifs de rentabilité à court terme des investisseurs privés, le morcellement et l'hétérogénéité des installations et des réseaux et l'insuffisance évidente des capacités de production imposent une organisation et une action coordonnées au plan national.

A cet effet, le programme du CNR prévoit :
« - le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques. »

La carte électrique de la France de 1944 est la suivante : Environ 20 000 concessions électriques exploitées par 250 régies municipales qui fournissent 5% de la population et près de 1 500 entreprises privées dont 1 150 chargées de la distribution. De nombreuses sociétés appartiennent à de grands groupes. Dans un certain nombre de cas, les sociétés sont « mixtes », c'est-à-dire qu'elles assurent à la fois la production et la distribution de l'électricité et du gaz.

La ressource hydraulique est peu utilisée. Des grands barrages, tels Génissiat sur le Rhône et l'Aigle sur la Dordogne, ont bien été projetés avant la guerre mais les chantiers sont inachevés. L'essentiel de la production est assuré par l'utilisation de la houille.

Si les membres du CNR sont unanimes à souligner la nécessité de restructurer le domaine de l'électricité, les solutions pour y parvenir ne relèvent pas d'un consensus évident. Faut-il tout nationaliser ? ou seulement la production et le transport en laissant la

distribution – qui assure la majorité des profits - au secteur privé ? Quel sort réserver aux actuels actionnaires privés ?

Plusieurs modèles s'affrontent. Les clivages politiques traditionnels réapparaissent entre les partis « progressistes » (socialistes et communistes) et « libéraux » ou

« conservateurs » (en particulier le MRP).

Contrairement à certaines nationalisations sanctions comme celle des usines Renault consécutives à l'accusation de collaboration lancée contre son patron, la nationalisation de l'énergie est essentiellement motivée par des considérations économiques et sociales. La solution est donc plus difficile à trouver. Les sensibilités politiques et les intérêts économiques s'enchevêtrent. Les socialistes dont beaucoup d'élus sont à l'origine des régies municipales qu'ils gèrent ne souhaitent pas la nationalisation de ces petites structures.

Edouard Hériot, maire radical socialiste de Lyon ne veut pas entendre parler de la nationalisation de la Compagnie Nationale du Rhône dont il est le président. Les communistes souhaitent voir disparaître toutes formes de féodalités économiques et financières auxquelles ils assimilent les régies. Quant aux partis de droite, ils souhaitent disjoindre du projet de nationalisation tout le secteur de la distribution d'énergie. A l'Etat incomberait la charge des investissements pour construire, reconstruire et moderniser les outils de production et de transport et au privé reviendrait la majeure partie des profits que génère naturellement la distribution, c'est-à-dire la vente d'électricité au plus grand nombre de consommateurs. A l'évidence les objectifs des uns et des autres ne favorisent pas la définition et l'adoption d'une réponse acceptable par la majorité. Or, le temps presse !

Entre modèle SNCF et modèle Houillères les discussions vont bon train et les coups bas ne manquent pas.

Il faut dire qu'à partir d'octobre 1945 les partisans d'une nationalisation complète du système électrique français ont un atout maître dans leur jeu en la personne de **Marcel Paul** qui devient ministre de la Production industrielle après la victoire du Parti Communiste (PC) aux élections pour l'Assemblée nationale constituante.



Marcel Paul (photo CCAS Mag)

Le syndicaliste, militant politique et résistant devenu ministre se met au travail immédiatement. Il constitue son équipe rapprochée et engage l'élaboration du projet de loi visant à nationaliser l'électricité et le gaz. Les contacts avec les députés se multiplient. Les groupes de pression sont à l'œuvre. Le secteur privé n'entend pas rendre les armes et trouve des appuis parmi les élus et une partie du gouvernement.

Sur le terrain, la CGT se mobilise. Des manifestations sont organisées.

Les adversaires politiques les plus résolus vont jusqu'à remettre en cause la loyauté patriotique du ministre en s'interrogeant sur les conditions dans lesquelles il échappa au peloton d'exécution allemand en 1941 après avoir été arrêté par la police française, accusé d'être l'organisateur de l'attentat contre le train du Maréchal Goering en visite en France. Marcel Paul est sorti libre de Buchenwald en avril 1945 après avoir organisé la résistance au sein du camp de concentration.

Les pressions sont telles que certains membres du PC doutent de la possibilité du succès du projet et suggère à Marcel Paul de lâcher du lest sinon d'abandonner. Ce dernier tient bon mais il doit finalement renoncer à l'accessoire afin d'obtenir l'essentiel. Les Houillères et la SNCF conserveront la propriété de leurs centrales, de même la Compagnie Nationale du Rhône gardera son statut. Enfin, on ne touchera pas aux régies municipales. Par contre, le principal est retenu : Unicité du système (production, transport et distribution) et nationalisation conjointe de l'électricité et du gaz. La future loi inscrit des principes importants : Péréquation tarifaire (égalité de prix et de traitement de tous les abonnés sur l'ensemble du territoire), continuité du service et recherche du meilleur coût afin d'offrir aux usagers une énergie la moins chère possible.

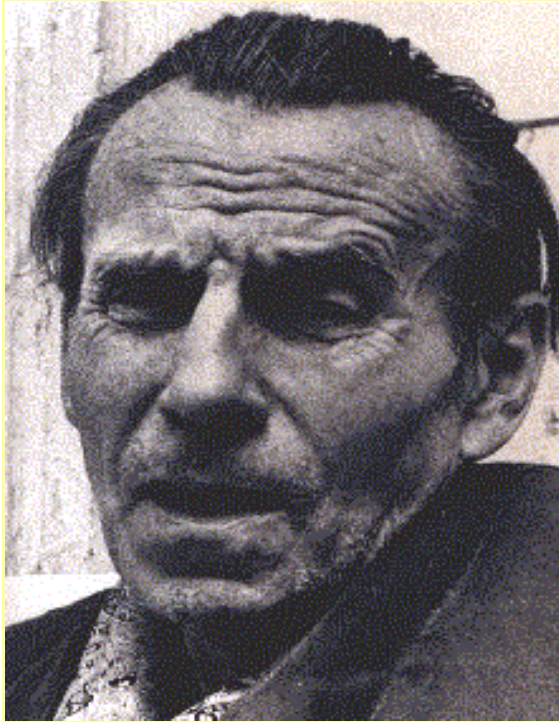
Ultime combat : L'indemnisation des actionnaires privés et le financement des œuvres sociales du personnel. Les actionnaires seront indemnisés grâce à une dotation égale à 1% du chiffre d'affaire annuel des futures entreprises nationales durant 50 ans. En contrepartie il est admis que les œuvres sociales du personnel seront financées sur la base d'un montant égal mais sans limitation de temps.

Le 29 mars 1946, à 3 heures du matin, l'Assemblée nationale constituante adopte par 491 voix pour, 59 voix contre et 23 abstentions le texte du projet de loi portant création de deux Etablissements Publics à caractère industriel et commercial : Electricité de France et Gaz de France chargés d'exploiter le système électrique et gazier national.

La loi paraît au Journal Officiel du **8 avril 1946**.

Eléments bibliographiques

Histoire de l'EDF, J-F Picard, A. Beltran et M. Bungener : Editions Dunod, 1985
Et la lumière fut nationalisée, René Gaudy : Editions Sociales, 1978
EDF et la main invisible, Jean Janiaud : Editions L'Harmattan, 1990
Voyage avec les cadres, René Le Guen : Editions Sociales, 1977



LOUIS-FERDINAND CELINE

Louis DESTOUCHES est né le 27 mai 1894 Rampe du pont à Courbevoie (Seine), dans l'appartement familial situé à côté de la boutique de mode et lingerie que tient sa mère Marguerite Guillou. Son père, Fernand Destouches, est employé dans une compagnie d'assurances. L'enfant est rapidement placé en nourrice à la campagne. Il rejoindra ses parents en 1897. A cette date, Marguerite a dû liquider son commerce qui périclitait. Les Destouches se sont installés rue de Babylone à Paris. Marguerite travaille à présent comme vendeuse dans la boutique de sa mère, Céline Guillou. Nouveau déménagement en novembre 1898 puis un suivant en juillet 1899. Désormais, la famille habite 67, passage Choiseul. Beaucoup plus tard, Louis devenu Louis-Ferdinand Céline (il a pris pour nom de plume le prénom de sa grand-mère maternelle), évoquera le passage Choiseul dans « Mort à crédit » en ces termes : « *Au passage des Bérésinas, dans les étalages, partout, y avait des nombreux changements depuis que j'étais parti... Un projet était à l'étude pour amener l'électricité dans toutes les boutiques du Passage ! On supprimerait alors le gaz qui sifflait dès quatre heures du soir, par ses trois cent vingt becs, et qui puait si fortement dans tout notre air confiné que certaines dames, vers sept heures, arrivaient à s'en trouver mal... Cloches !... Sous cloche qu'on était ! sous cloche qu'il fallait demeurer ! Toujours et quand même ! Un point c'était tout !...* »

Après avoir obtenu le Certificat d'études primaires en juin 1907, Louis est envoyé en pension en Allemagne, près de Hanovre, pour y

apprendre la langue. Ses parents souhaitent l'orienter vers une carrière commerciale et estiment que la connaissance de langues étrangères sera nécessaire à leur fils. Après avoir passé plus d'un an en Allemagne, Louis est envoyé en Angleterre. Il passe presque toute l'année 1909 dans des collèges britanniques, d'abord à Rochester puis à Broadstairs. De retour en France en janvier 1910, il entre en apprentissage chez un marchand de tissu. « *On allait me mettre à l'épreuve. C'était fini d'être égoïste, pervers, insolite... J'allais avoir aussi mon rôle, mon but dans la vie ! Soulager maman !... Presto !... Charger, foncer sur un business !* » (Mort à crédit). Après les tissus, la bijouterie. Louis travaille successivement chez plusieurs joailliers. D'octobre 1911 à mai 1912 il est affecté à la succursale de Nice des frères La cloche, joailliers. Le 21 septembre de la même année, le jeune homme devance l'appel et s'engage dans l'armée pour trois ans. Il est affecté au 12^e régiment de cuirassiers où il reçoit le grade de Brigadier en août 1913. C'est à ce moment qu'il rédige les « Carnets du cuirassier Destouches » qui seront publiés en marge du roman « Casse Pipe ».

« *Ces descentes aux écuries dans la brume matinale. La sarabande des galoches dans l'escalier, la corvée d'écurie dans la pénombre. Quel noble métier que le métier des armes. Au fait les vrais sacrifices consistent peut-être dans la manipulation du fumier à la lumière blafarde d'un falot crasseux ?...* »

Dès la déclaration de guerre à l'été de 1914, son régiment est engagé dans la bataille de la Lys. Le Maréchal des Logis Destouches se porte volontaire pour une mission de liaison. Il est blessé au bras droit. Cité à l'ordre du régiment, il est décoré de la croix de guerre. Le 1^{er} décembre, il est transféré à l'hôpital du Val de grâce à Paris puis à Paul-Brousse en banlieue. Il subit une seconde intervention chirurgicale début 1915. La guerre et ses horreurs marquent définitivement le futur écrivain. Le bruit : Celui des bombes, des cris, des sifflements qui occupera en locataire indélicat son cerveau... Il ne cessera d'en dénoncer l'insoutenable tapage au fil de son œuvre :

« *...je peux dire que je ne dors que par instants depuis novembre 14... je m'arrange avec bruits d'oreilles... je les écoute devenir trombones, orchestre complet, gare de triage...* » (Nord).

Les sons, les bruits surtout, vont marquer son style par le recours aux onomatopées (ptaf ! vlang ! pflaff ! vrrac ! craccs ! uuuh ! braoum ! broom ! brang !...) qui sont autant de notes de musique, de sa musique à lui :

« *vous vous maltraitez la tête pendant vingt ans, du diable si vous ne trouvez pas !... si borné, si peu mélodieux que vous soyez !... je redescends, j'ai les quatre notes... sol dièze ! sol ! la dièze !...si !...* » (Rigodon).

En mai 1915, il est affecté au consulat de France à Londres. En décembre, il est réformé. Il épouse à Londres Suzanne Nebout. En mars 1916, il est engagé en qualité de surveillant de plantation en Afrique. Il prend la direction d'une

exploitation à Bikominbo mais doit être rapatrié en 1917 car il est atteint de dysenterie. Sur le bateau qui le ramène en France il écrit sa première œuvre de fiction intitulée « Des vagues ».

De son séjour en Afrique, le futur Céline rapportera des souvenirs qu'il intégrera dans l'œuvre majeure qui fera de lui un écrivain de premier plan à partir de 1932, « Voyage au bout de la nuit » :

« La végétation bouffie des jardins tenait à grand-peine, agressive, farouche, entre les palissades, éclatantes frondaisons formant laitues en délire autour de chaque maison, ratatiné gros blanc d'œuf solide dans lequel achevait de pourrir un Européen jaunet... »

La cloche malodorante et étouffante du Passage Choiseul, le fumier des écuries de Rambouillet, la moiteur et les mouches d'Afrique sont autant d'éléments que le Céline hygiéniste note consciencieusement.

En septembre 1916, Louis travaille avec Raoul Marquis, dit Henry de Graffigny (Courtial des Pereires dans *Mort à crédit*), directeur d'Eureka, une revue scientifique. Embauché en 1918 par la mission Rockefeller qui mène une active campagne contre la tuberculose, Louis Destouches parcourt la Bretagne. Il rencontre le docteur Follet à Rennes. En novembre 1918, Louis quitte la mission Rockefeller et s'inscrit pour passer son baccalauréat qu'il obtient au printemps 1919. Il épouse Edith, la fille du docteur Follet. A-t-il divorcé de Suzanne Nebout ? Nous l'ignorons. Etait-ce nécessaire ? Ce premier mariage n'avait pas été déclaré au consulat. Le couple s'installe à Rennes où Louis, bénéficiant du régime spécial des anciens combattants, s'inscrit à l'école de médecine. Le 15 juin 1920, Edith donne le jour à Colette. Le futur praticien soutient sa thèse le 1^{er} mai 1924. Elle est consacrée à la vie et à l'œuvre du médecin hongrois Philippe-Ignace Semmelweis précurseur de la lutte contre l'infection puerpérale. Le style de la thèse est délibérément littéraire.

Recruté à nouveau par la fondation Rockefeller, Louis Destouches est mis à la disposition de la Commission d'Hygiène de la Société des Nations (S.D.N., l'ancêtre de l'O.N.U.) dont le siège est à Genève. Laisant sa femme et sa fille à Rennes, le jeune médecin s'installe au bord du lac Lemman pour travailler avec le docteur Rajchman dont il brossera le portrait sous les traits de Yundenzweck dans la pièce de théâtre « L'église » et de Yubelblat dans le pamphlet pacifiste et antisémite « Bagatelle pour un massacre » qu'il écrira en 1937.

Dans le cadre de ses fonctions à la S.D.N., il conduit un groupe de médecins en 1925 aux Etats-Unis, à Cuba, au Canada et en Angleterre puis est envoyé en mission au Nigeria et au Sénégal en 1926. Il évoque son contact avec l'Amérique dans « Voyage au bout de la nuit » par ces phrases :

« Figurez-vous qu'elle était debout leur ville, absolument droite. New-York c'est une ville debout. On en avait déjà vu nous des villes bien

sûr, et des belles encore, et des ports et des fameux même. Mais chez nous, n'est-ce pas, elles sont couchées les villes, au bord de la mer ou sur les fleuves, elles s'allongent sur le paysage, elles attendent le voyageur, tandis que celle-là l'Américaine, elle ne se pâmait pas, non, elle se tenait bien raide, là, pas baisante du tout, raide à faire peur. »

Tous ces voyages l'obligent à délaisser Edith qui obtient le divorce en juin 1926. Louis Destouches commence la rédaction de *L'Église*. A Genève, il rencontre celle à qui il dédicacera « Le voyage », Elisabeth Craig, une danseuse américaine de 23 ans.

De retour à Paris, Louis ouvre un cabinet médical qu'il doit rapidement fermer faute de clientèle. Il assure alors des vacances au dispensaire de Clichy et s'installe rue Lepic avec Elisabeth. Le couple rencontre et fréquente le peintre Henri Mahé et la danseuse Karen Marie Jensen. Après avoir écrit une seconde pièce, « Progrès », il songe à son roman qui deviendra « Voyage au bout de la nuit » et dont le personnage principal, Bardamu, semble être à la fois un double de l'auteur et également inspiré par son ami Joseph Garcin. Il continue, ponctuellement, à effectuer des missions pour le compte de la S.D.N. C'est au printemps 1931 que les premières pages du « Voyage » sont dactylographiées. Après le refus de quelques éditeurs, dont Gallimard, c'est finalement Robert Denoël qui en accepte la publication.

Désormais, nous ne parlerons plus du docteur Louis Destouches mais de l'écrivain Louis-Ferdinand Céline. Robert Denoël est un jeune éditeur – il est âgé de trente ans – associé à un commanditaire, Bernard Steele, qui se retirera de la société quatre ans plus tard. Les éditions Denoël sont connues depuis la publication en 1926 d'« Hôtel du Nord » d'Eugène Dabit.

Robert Denoël demande à Céline de procéder à quelques coupures afin d'éliminer certains propos qu'il juge obscènes mais l'auteur s'y refuse catégoriquement. Le texte est donc publié tel quel. C'est un succès et l'on en parle rapidement pour le prix Goncourt mais, au dernier moment et contre toute attente, le prix est attribué à Guy Mazeline pour son roman « Les loups ». Céline reçoit le prix Renaudot.

En juin 1933 Elisabeth Craig quitte définitivement la France pour les Etats-Unis. Céline se met à la rédaction de « *Mort à crédit* ». En septembre, les éditions Denoël et Steele publient « *L'église* ». Le 1^{er} octobre, l'auteur prononce un hommage à Zola à Médan.

En juin 1934, il part aux Etats-Unis pour tenter de convaincre Elisabeth de revenir avec lui en France, en vain. De retour après un séjour américain de deux mois, il effectue plusieurs périples en Europe puis s'efforce d'achever le roman en cours avant de se rendre à Londres en novembre. Il y rencontre celle qui va devenir sa compagne jusqu'au bout de son voyage : Lucette Almanson, qu'il épousera en 1943.

« *Mort à crédit* » est publié au printemps de 1936. A la fin de l'année, son éditeur publie sa thèse « *La vie et l'œuvre de Semmelweis* » et le

pamphlet anti-communiste « Mea culpa » inspiré par l'impression qu'il a retirée de son voyage en URSS durant l'été.

De mai à septembre 1937, il rédige un second pamphlet : « Bagatelle pour un massacre » qui est publié, toujours par Denoël, en décembre. Durant l'année suivante il parcourt l'Amérique du Nord et l'Angleterre et écrit son troisième pamphlet « L'école des cadavres » qui est publié en novembre. En 1939, le décret Marchandau condamnant la haine raciale entre en vigueur. Les deux pamphlets sont retirés de la vente. « L'école des cadavres » ressort quelques mois plus tard après avoir été expurgé de six pages controversées.

De la « drôle de guerre » la France plonge brutalement dans la vraie. La défaite est aussi fulgurante qu'inattendue. C'est l'exode. Céline, nommé médecin-chef du dispensaire de Sartrouville, est chargé d'évacuer en ambulance une femme et des nourrissons jusqu'à La Rochelle :

« Notre bouzine cane, grelotte, engagée traviole au montoir entre trois camions déportée, hoquette, elle est morte ! Moulin fourbu ! Depuis Colombes qu'elle nous prévient qu'elle en peut plus ! de cent malaises asthmatiques... Elle est née pour les petits services... pas pour les chasses à courre d'enfer ! Toute la foule râle à nos trousses qu'on avance pas... » (Guignol's band).

La défaite est consommée. Le pays est coupé en deux zones. Céline et Lucette s'installent rue Girardon, sur la butte Montmartre. Il rédige et publie en février 41 un nouveau pamphlet « Les beaux draps ». Il écrit également plusieurs articles antisémites qu'il envoie à différents journaux tout en se gardant de rallier un mouvement politique ou une rédaction de la presse collaborationniste. Néanmoins, il assiste en compagnie de Lucette, à un meeting de Jacques Doriot au Vel' d'Hiv' en février 42. Il consacre l'essentiel de l'année à rédiger « Scandale aux Abysses » et à entamer la rédaction de « Guignol's band ». Les précédents pamphlets sont réimprimés par Denoël. En septembre, paraît une nouvelle édition de « Mort à crédit » illustrée par son ami le peintre Gen Paul.

« Guignol's band » sort en mars 1944. Compte-tenu de ses écrits, de ses amitiés avec certains collaborateurs et occupants, Céline se sent menacé. L'effondrement du gouvernement de Vichy et la retraite allemande l'incitent à quitter la France. Il a l'intention de gagner le Danemark où vit son amie Karen Marie Jensen à laquelle il a, semble-t-il, confié de l'argent, peut-être des lingots d'or ? Ils doivent traverser l'Allemagne sous les bombardements alliés incessants. Ils sont bloqués à Baden-Baden et n'obtiennent pas les visas nécessaires pour le Danemark. Ils se retrouvent dans un village du Brandebourg en compagnie de l'acteur Le Vigan et du chat Bébert que ce dernier confie au couple.

« Juste au moment : vzzzz ! un petit avion pique... de très haut... nous passe par-dessus, pas le temps de faire : ouf ! et nous repasse...et

encore !...en loopings !...je me ressaisis... je le vois... c'est un « Maraudeur », un escorteur de « forteresses »... c'est déjà arrivé deux fois... il y a un mois... comme ça, qu'ils piquent se rendre compte... » (Nord).

En octobre 44, ils sont à nouveau déplacés et envoyés à Sigmaringen dans le sud de l'Allemagne où se sont réfugiés tous les collaborateurs français du régime nazi. Céline est logé à l'extérieur du château occupé par les membres du gouvernement de Vichy dans une ambiance surréaliste.

« ...la Chancellerie du Grand Reich avait trouvé pour les Français de Siegmaringen une certaine façon d'exister, ni absolument fictive, ni absolument réelle, qui sans engager l'avenir, tenait tout de même compte du passé... statut fictif, « mi-Quarantaine mi-opérette »... » (D'un château l'autre).

En fin de compte, lui, sa femme et Bébert sont autorisés à partir pour le Danemark. Nouvelle traversée mouvementée de l'Allemagne en ruine et totalement désorganisée. Le trio arrive à Copenhague le 27 mars 1945.

« Je me dis : Lili, je te retrouve, t'es là !... Bébert aussi !... oh, mais les sirènes... que de sirènes !... autant qu'à Berlin... ici ils devraient avoir fini, assez ratatiné tout !... enfin, à peu près... ou alors !... uuuh !... brang !... braoum !... des bombes... des bombes,... » (Rigodon).

Céline apprend le décès de sa mère survenu le 6 mars.

Le 19 avril, un mandat d'arrêt est lancé contre lui pour haute trahison. Le 17 décembre, Céline et Lucette (Lili dans les romans) sont arrêtés par la police danoise. Le 2 du même mois, Robert Denoël a été assassiné à Paris dans des conditions non élucidées. Quelques jours plus tard, Lucette est relâchée. De cellule en hôpital, sa santé se dégradant, Louis est finalement libéré sur parole le 24 juin 1947. Il a commencé la rédaction de « Féerie pour une autre fois ». Lucette et Louis sont logés dans la demeure de leur avocat Me Mikkelsen, sur les bords de la Baltique. A Paris, les amis de l'écrivain commencent à s'agiter en sa faveur. Albert Paraz publie « Gala des vaches » contenant plusieurs lettres de Céline dont celle intitulée « Lettre à Jean-Baptiste Sartre, l'agité du bocal ». Le « Voyage » et « Casse-pipe » sont réédités. Le couple rentre en France en 1951. Céline signe un contrat d'exclusivité avec les éditions Gallimard et s'installe à Meudon. Les « Entretiens avec le professeur Y » sont publiés en 55 et « D'un château l'autre » sort deux ans après. Le livre est violemment pris à partie par d'anciens collaborateurs. En mai 1960, « Nord » est publié.

Le voyage s'achève à Meudon le 1^{er} juillet 1961 juste après avoir achevé une seconde rédaction de « Rigodon ».

Quelques références biographiques et bibliographiques

Romans 1, Voyage au bout de la nuit, Mort à crédit. 1981. (Bibliothèque de la Pléiade)

Romans 2, D'un château l'autre, Nord, Rigodon. 1974. (d°)

Romans 3, Casse-pipe, Guignol's Band I, Guignol's Band II. 1988. (d°)

Romans 4, Féerie pour une autre fois I, Féerie pour une autre fois II, Entretiens avec le Professeur Y. 1993. (d°)

Maudits soupirs pour une autre fois. Paris : Ed. Gallimard, 1985. (version fragmentaire et primitive de Féerie pour une autre fois, reprise in Romans 4, éd. de la Bibliothèque de la Pléiade).

Mea culpa. Paris : Ed. Denoël & Steele, 1936.

Bagatelles pour un massacre. Paris : Ed. Denoël & Steele, 1937.

L'Ecole des cadavres. Paris : Ed. Denoël, 1938.

Les beaux draps. Paris : Nouvelles Editions Françaises, 1941.

L'Église. Paris : Ed. Denoël & Steele, 1933.

Foudres et flèches. Paris : Ed. F. Chambriand, 1948.

Scandale aux abysses. Paris : Ed. F. Chambriand, 1950.

Ballets sans musique, sans personne, sans rien. Paris : Ed. Gallimard, 1959.

Progrès. Paris : Ed. Mercure de France, 1978.

Lettres à Joseph Garcin (1929-1938). Paris : Librairie Monnier, 1987.

Lettres à la N.R.F. 1931-1961. Paris : Gallimard, 1991.

Céline et les éditions Denoël, 1932-1948. Paris : IMEC, 1991.

Lettres de prison à Lucette Destouches et à Maître Mikkelsen (1945-1947). Paris : Gallimard, 1998.

Cahiers Céline 1 : Céline et l'actualité littéraire, 1932-1957. Ed. Gallimard, 1976.

Cahiers Céline 2 : Céline et l'actualité littéraire, 1957-1961. Ed. Gallimard, 1976.

Cahiers Céline 3 : Semmelweis et autres écrits médicaux. Ed. Gallimard, 1977.

Cahiers Céline 4 : Lettres et premiers écrits d'Afrique (1916-1917). Ed. Gallimard, 1977.

Cahiers Céline 5 : Lettres à des amies. Ed. Gallimard, 1979.

Cahiers Céline 6 : Lettres à Albert Paraz 1947-1957. Ed. Gallimard, 1981.

Cahiers Céline 7 : Céline et l'actualité, 1933-1961. Ed. Gallimard, 1986.

Cahiers Céline 8 : Progrès, suivi de Œuvres pour la scène et l'écran. Ed. Gallimard, 1988.

Philippe ALMERAS. Céline : entre haines et passion. Ed. Robert Laffont, 1993.

Les idées de Céline. "Bibliothèque d'études critiques", B.L.F.C., 1987 (1992 : rééd. Berg International)

GIBault, François. Céline. Paris : Ed. Mercure de France, 3 tomes :
Tome 1 : 1894-1932, Le temps des espérances, 1977.
Tome 2 : 1932-1944, Délires et persécutions, 1985.
Tome 3 : 1944-1961, Cavalier de l'apocalypse, 1981.

VITOUX, Frédéric. Bébert, le chat de L.-F. Céline. Paris : Grasset, 1976.

VITOUX, Frédéric. Céline. Paris : Belfond, 1987.

VITOUX, Frédéric. La vie de Céline. Ed. Grasset, 1988.

MONNIER, Jean. Elizabeth Craig raconte Céline (Entretien avec la dédicataire de "Voyage au bout de la nuit"). B.L.F.C., 1988.

MONNIER, Pierre. Ferdinand furieux. Lausanne : L'Age d'homme, 1979.

Maurice BARDÈCHE. Louis-Ferdinand Céline. La Table ronde, 1986.

Henri GODARD. Poétique de Céline. "Bibliothèque des idées", Gallimard, 1985.

Henri GODARD. Céline scandale. Gallimard, 1994 (1998 : rééd., avec une postface inédite de l'auteur, chez le même éditeur, coll. de poche "Folio").

Stéphane ZAGDANSKI. Céline seul. "L'Infini", Gallimard, 1993.

Louis-Ferdinand Céline, Le style contre les idées, éditions complexe, 1987.

Entretien avec Pierre Dumayet, émission Lectures pour tous de Pierre Dumayet et Pierre Desgraupes. R.T.F., 1ère chaîne de la télévision française, 17 juillet 1957.

"Louis-Ferdinand Céline", par Alain Moreau et Emmanuel Descombes, émission « Un siècle d'écrivains » de Bernard Rapp. France 3, 21 janvier 1998.